



Situation des forêts du monde – SYNTHÈSE



Mieux tirer parti des avantages socioéconomiques des forêts

Placer l'être humain au cœur du dispositif

Il est temps que les experts en foresterie accordent la priorité non plus aux arbres mais aux êtres humains lorsqu'ils collectent des données et définissent de grandes orientations – tel est le postulat de la *Situation des forêts du monde 2014*. En effet, une telle optique permettra de développer la contribution socioéconomique des forêts et de satisfaire la demande croissante de la société tout en préservant l'intégrité de la base de ressources forestières.

Partout dans le monde, les forêts, les arbres des exploitations agricoles et les systèmes agroforestiers jouent un rôle crucial en ce qu'ils permettent aux populations rurales de subvenir à leurs besoins: ils sont une source d'emplois, d'énergie, d'aliments nutritifs et proposent toute une gamme d'autres biens et de services écosystémiques. La contribution potentielle des arbres au développement durable et à l'écologisation de l'économie est immense. Pourtant, on ne dispose pas d'éléments concrets pour étayer ce constat.

La *Situation des forêts du monde 2014* comble cette lacune en regroupant et en analysant les données existantes afin d'évaluer la part qui est celle des forêts dans les ressources mobilisées par les êtres humains pour subvenir à leurs besoins essentiels: alimentation, santé, logement, énergie. Le rapport examine les mesures déjà prises par certains pays pour promouvoir les avantages socioéconomiques tirés des forêts et, surtout, il passe en revue les domaines où l'information doit être améliorée et les politiques ajustées pour qu'il soit possible de mieux exploiter ces avantages.



©FAO/Sophie Grouwels (Mécanisme forêts et paysans)

Avantages socioéconomiques des forêts

Cette définition fait apparaître combien la manière dont on utilise les forêts est importante, l'accent devant être mis sur les modes de consommation plutôt que sur la production. Dans la plupart des pays, un changement d'approche doit donc être opéré.

En outre, il faut recueillir des informations quant à la manière dont certains groupes spécifiques (femmes, peuples autochtones et pauvres en milieu rural) tirent avantage des forêts, ce qui permettra de déterminer si ce phénomène favorise ou non l'égalité.

Les avantages socioéconomiques découlant des forêts correspondent à la satisfaction des besoins humains fondamentaux et aux améliorations de la qualité de vie (besoins de niveau supérieur) rendues possibles par la consommation de biens et de services provenant des forêts et des arbres ou, indirectement, grâce au revenu et à l'emploi créés dans le secteur forestier.

Impacts directs et mesurables

Les données recueillies pour la *Situation des forêts du monde 2014* l'ont été principalement dans le but de déterminer les impacts directs et mesurables des forêts sur la vie des êtres humains. Le rapport montre comment la production et la consommation de produits ligneux et de produits forestiers non ligneux, ainsi que les services forestiers, répondent aux besoins des individus en matière d'alimentation, d'énergie, de logement ou de santé et génèrent des revenus.

À ce stade, il est difficile de déterminer dans quelles proportions les bienfaits des forêts se répartissent entre différents groupes. Toutefois, les éléments dont on dispose suggèrent que les populations rurales et celles des pays moins développés tirent relativement mieux parti des forêts sur un plan socioéconomique.

Revenus provenant de la foresterie et leur rôle dans les régions moins développées

Les revenus imputables à la foresterie proviennent du secteur structuré (salaires, bénéfices, recettes tirées du bois d'œuvre), mais aussi d'activités informelles telles que la production de combustible ligneux et de produits forestiers non ligneux (PFNL).



©FAO/Sean Gallagher

Globalement, les recettes du secteur forestier structuré s'élèvent à un peu plus de 600 milliards de dollars des États-Unis (\$EU), ce qui représente environ 0,9 pour cent de l'économie mondiale. Les redevances versées pour les services environnementaux et les recettes tirées de la production informelle de combustible ligneux, de matériaux de construction et de PFNL, soit 124 milliards de \$EU, viennent s'y ajouter, ce qui porte le montant total des revenus provenant des forêts à 730 milliards de \$EU, soit 1,1 pour cent de l'économie mondiale.

Les femmes sont assez peu nombreuses à travailler dans le secteur forestier structuré, puisqu'elles n'y occupent que 24 pour cent des emplois. On dispose de peu de données ventilées par sexe au niveau national, mais il est évident que les hommes et les femmes tirent des forêts des avantages socioéconomiques différents.

Domination de l'emploi informel

À l'échelle mondiale, le secteur forestier structuré regroupe 0,4 pour cent de la population active, soit quelque 13,2 millions d'individus. Ce sont les entreprises spécialisées dans les produits de bois massif qui recrutent le plus, puisqu'elles ont à leur service plus de 5,5 millions d'individus, suivies par les entreprises productrices de pâte et de papier (4,3 millions), puis par celles qui exploitent le bois rond (3,5 millions).

Quant à la branche non structurée, les estimations suggèrent qu'elle emploie au moins 41 millions de personnes, ce qui porte à 1,7 pour cent la contribution du secteur à l'emploi. C'est particulièrement notable dans les pays moins développés, puisqu'elle concentre les deux tiers des emplois liés au secteur forestier en Asie et en Océanie, près de 90 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes et plus de 95 pour cent en Afrique.

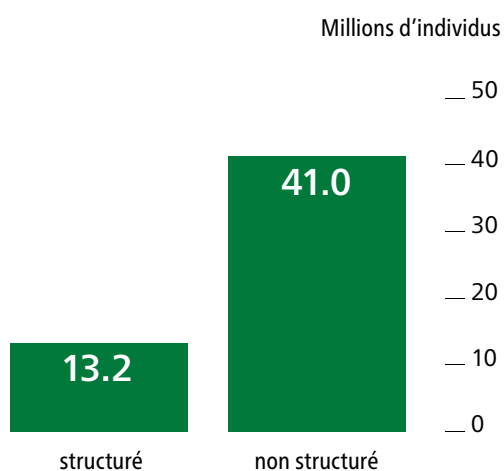
La dendroénergie: un atout majeur

D'une manière générale, les retombées socioéconomiques sous forme de produits de consommation directe sont proportionnellement plus substantielles que celles des revenus et des emplois générés par les forêts.

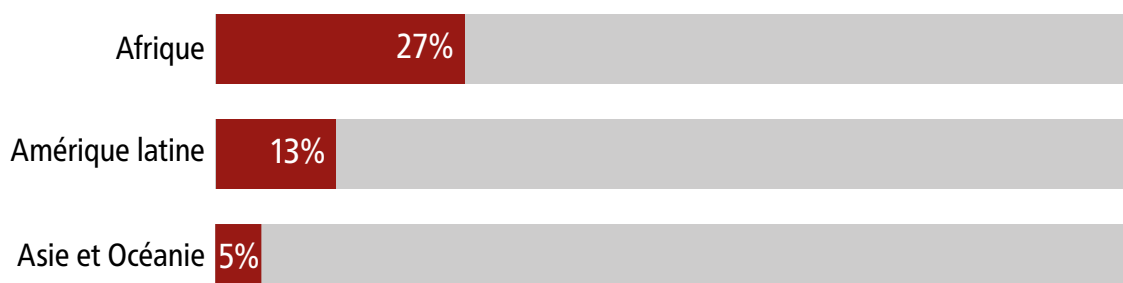
Dans les zones rurales des pays moins développés, la dendroénergie est souvent la seule source d'énergie disponible et revêt donc une importance toute particulière pour les pauvres. Son utilisation est également en augmentation dans les pays développés qui cherchent à réduire leur dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles. À l'échelle mondiale, les combustibles ligneux représentent 6 pour cent de l'approvisionnement total en énergie primaire. C'est en Amérique latine et aux Caraïbes, mais aussi en Afrique, que la dendroénergie contribue le plus à l'approvisionnement total en énergie primaire (13 pour cent et 27 pour cent, respectivement).



Nombre de personnes employées dans le secteur forestier



Contribution de la dendroénergie à l'approvisionnement total en énergie primaire



Une personne sur cinq vit dans une maison construite principalement avec du bois

C'est dans les zones rurales des pays moins développés qu'on a le plus recours à des produits forestiers pour la construction d'habitations, en particulier dans les endroits où ils sont moins coûteux que les autres matériaux. Le bois est le matériau de base des logements de quelque 1,3 milliard d'individus, soit 18 pour cent des ménages.

Les forêts contribuent à la santé et à la sécurité alimentaire

En 2011, à l'échelle mondiale, quelque 10,9 kg de produits forestiers non ligneux comestibles ont été consommés (moyenne par habitant). L'Asie et l'Océanie arrivaient en tête de ce point de vue, avec 14,6 kg, suivies par l'Amérique latine et les Caraïbes, puis l'Afrique. Dans les deux régions développées, la consommation était inférieure à 4 kg par habitant. Certes, ces chiffres sont peu élevés, mais la consommation de PFNL comestibles présente un intérêt majeur en raison de leurs potentielles valeur nutritive et contribution à la stabilité de l'approvisionnement en denrées alimentaires. Les forêts sont également une source bien connue de plantes médicinales.

Outre les avantages tirés de la consommation directe de PFNL, l'utilisation de combustible ligneux pour la cuisson est d'une importance vitale pour de nombreux individus. En effet, un être humain sur trois se sert de bois pour faire cuire sa nourriture. Il a été établi que l'utilisation de bois pour faire bouillir et stériliser l'eau avait des effets éminemment bénéfiques sur la santé, et 764 millions d'individus ont recours à cette méthode. Un milieu de vie de haute qualité et l'accès aux forêts à des fins récréatives sont deux autres facteurs susceptibles d'avoir des retombées positives sur le plan sanitaire.



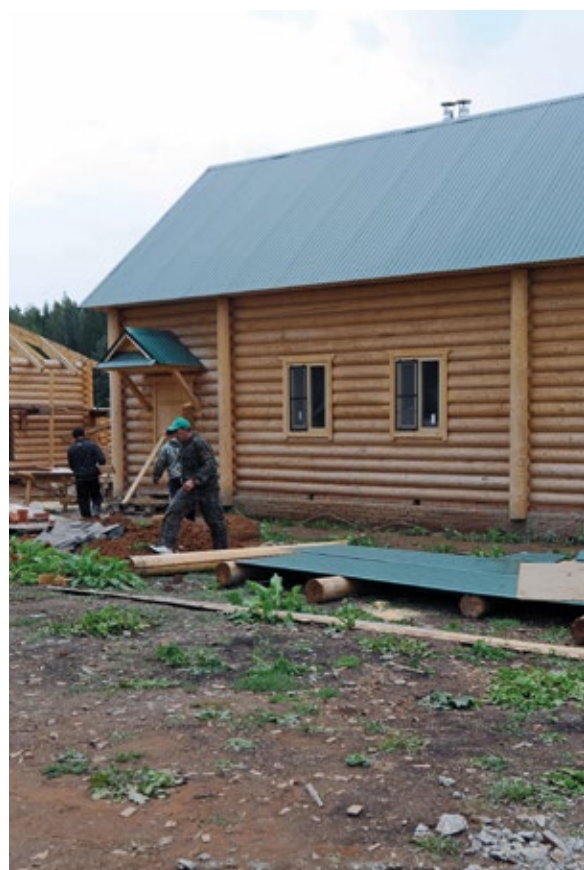
Le bois est le matériau de base des logements de quelque 1,3 milliard d'individus, soit 18 pour cent des ménages



2,4 milliards de personnes cuisent leur nourriture au bois



764 millions d'individus utilisent du bois pour faire bouillir l'eau



©FAO/Vasily Maksimov



©FAO/Joan Manuel Baliellas

L'évolution des politiques de foresterie

C'est en grande partie l'action gouvernementale qui détermine dans quelle mesure les individus tirent profit des forêts. La quasi-totalité des pays qui possèdent des ressources forestières substantielles sont dotés d'un programme national spécifique – ou d'un cadre de politiques et de programmes – qui aborde les aspects essentiels de leur gestion: ils devront l'adapter pour être en mesure de répondre à des demandes croissantes et évolutives, d'exploiter les nouvelles possibilités offertes et d'enrayer les tendances potentiellement négatives.

Certains des pays concernés ont déjà engagé ce travail:

- leurs programmes ou politiques envisagent de façon plus intégrée la gestion viable des forêts;
- l'accent y est davantage mis sur la participation dans le cadre des processus politiques et de la gestion des forêts;
- ils traduisent une ouverture plus grande aux approches fondées sur les instruments à caractère facultatif ou sur les lois du marché.

Une analyse des éléments d'information recueillis au sujet de 121 politiques nationales couvrant la période qui s'est écoulée depuis l'adoption (en 2007) de l'instrument* concernant les forêts montre que, dans de nombreux pays, l'absence des moyens voulus pour atteindre les objectifs définis et donner effet aux intentions exprimées dans les programmes et politiques forestiers nationaux demeure un facteur de blocage majeur.

Rares sont les pays, semble-t-il, qui ont fixé des objectifs assortis de cibles spécifiques et mesurables, associé des groupes cibles aux initiatives et aux chaînes de résultats envisagées, ou qui sont dotés des capacités nécessaires pour assurer le suivi de l'application des décisions et des politiques qu'ils ont adoptées. Les avantages tirés des services ont eux aussi tendance à être mal compris, mal acceptés ou mal utilisés. Pour qu'il soit possible de progresser de façon tangible vers une meilleure exploitation des avantages socioéconomiques des forêts, les politiques doivent aller de pair avec le développement du potentiel existant.



* Le Forum des Nations Unies sur les forêts a adopté l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts (instrument concernant les forêts) le 28 avril 2007. Celui-ci est la clé de voûte de la coopération internationale et de l'action menée au plan national pour freiner le déboisement, empêcher la dégradation des forêts, promouvoir des moyens d'existence viables et réduire la pauvreté, au bénéfice de tous les peuples qui dépendent des forêts pour leur survie.

Adaptation des politiques aux défis du moment

Outre qu'il est nécessaire de recueillir davantage de données et d'étoffer les moyens mobilisés, d'autres défis devront être relevés pour que soient tenus les engagements pris dans l'instrument concernant les forêts en ce qui concerne les avantages socioéconomiques.

Réduction de la pauvreté et développement rural – Les pays qui prennent spécifiquement en compte la pauvreté, ou encore l'emploi décent en milieu rural, lorsqu'ils modifient leurs politiques forestières sont relativement peu nombreux, ce qui traduit la persistance d'une conception technique de la gestion des forêts plutôt que le souci de placer l'individu au cœur de l'action menée.

Facilitation de l'accès des communautés locales, des familles et des individus aux ressources forestières et aux marchés – Ces dernières années, environ la moitié des pays examinés ont pris des mesures pour améliorer l'accès des communautés locales, des familles et des individus aux ressources forestières et aux marchés, en particulier en Amérique latine et aux Caraïbes. Toutefois, les pays s'intéressent rarement aux économies et aux marchés non structurés, qui comptent pourtant parmi les principaux gisements de moyens de subsistance dans de nombreuses zones rurales.

Mise en place de conditions propices aux investissements –

Le financement de la gestion viable des forêts grâce à la promotion des investissements figure en bonne place à l'ordre du jour de nombreux pays. L'un des dispositifs qui retiennent particulièrement l'attention est la constitution de fonds nationaux pour les forêts: c'est l'indication que les pouvoirs publics estiment primordial d'attirer des investisseurs locaux, quel que soit le montant de leur contribution.

Toutefois, l'accès des communautés locales et autochtones à des sources fiables de financement à des conditions abordables reste semé d'embûches. Même dans les pays où l'environnement politique est stable, et qui sont donc plus susceptibles que les autres d'attirer des investissements internationaux, il arrive que les fonds acheminés ne puissent être utilisés faute de moyens adéquats.

Instruments à caractère facultatif, à l'appui de la durabilité et de la transparence des marchés – Les instruments à caractère facultatif comme la certification des forêts sont de mieux en mieux acceptés: utilisés à l'appui des politiques publiques axées sur la gestion durable des forêts, ils viennent les compléter. Ils contribuent par ailleurs à faire du secteur privé un partenaire comptable de ses actes. Les gouvernements des pays développés continuent à développer les programmes d'achat publics et de construction écologique, politique incitative qui stimule la demande de produits issus de sources durables.

Mais l'action gouvernementale se heurte encore à de nombreux défis, notamment le coût élevé de la certification pour les petits producteurs et l'absence de demande, au plan intérieur, de produits plus chers que ceux qui sont issus de l'exploitation.

Efficacité des modes de production et de traitement des produits forestiers, réduction des déchets et recyclage – Bien que la majorité des pays s'efforce d'accroître son utilisation de la biomasse et ses capacités de production, seule une minorité d'entre eux – situés pour la plupart en Europe et en Afrique – encourage explicitement la réduction des déchets ou le



©FAO/Vasily Maksimov

- En Europe et en Amérique du Nord, au moins 90 millions de personnes utilisent du bois pour chauffer leur maison
- Plus de 50 pour cent du secteur forestier structuré est concentré en Asie
- La dendroénergie constitue plus de la moitié de l'énergie consommée dans 29 pays, dont 22 se trouvent en Afrique



©FAO/Vasily Maksimov

- Depuis 2007, 26 pays au moins ont procédé à une réforme des droits fonciers, principalement pour mieux protéger les moyens de subsistance des populations locales
- Au cours de la même période, quelque 60 pays ont pris des mesures pour encourager les investissements dans les forêts
- Depuis 2013, 61 pays utilisent des mécanismes de certification pour leurs forêts publiques

recyclage. La rationalisation de l'utilisation des ressources constitue pourtant un excellent moyen d'améliorer les avantages socioéconomiques et de les pérenniser.

Avantages qui découlent des connaissances et des pratiques forestières traditionnelles

– Les avantages socioculturels que présentent les forêts sont souvent très importants pour les communautés locales et autochtones. Pour leur part, celles-ci détiennent des connaissances et ont recours à des pratiques traditionnelles dans le domaine des forêts dont pourraient profiter d'autres groupes de population. Pourtant, peu de pays ont cherché à en tirer parti – principalement grâce à l'amélioration des régimes gouvernant les droits fonciers et de l'accès aux ressources naturelles – aussi faudra-t-il y accorder davantage d'attention à l'avenir.

Prise en considération, y compris sur les marchés, de la valeur réelle des forêts et de l'ensemble des avantages qu'elles procurent

– La valeur des biens et des services écosystémiques fournis par les forêts est bien plus élevée que celle qui leur est actuellement attribuée, en particulier par les systèmes de planification et de budgétisation gouvernementaux. Rares sont les pays qui ont pris des mesures concrètes dans ce domaine, même si un petit nombre, en augmentation, d'entre eux (au moins 13) commencent à mettre en relief la contribution des forêts à la richesse nationale, par exemple en élaborant des cadres de comptabilité dans une optique économique et environnementale.

Plusieurs pays, en particulier en Amérique latine, élaborent ou améliorent des mécanismes de rémunération des services écosystémiques (toutefois, leur application dans le cadre de REDD+ en est encore bien souvent au stade de l'expérimentation et de l'exploration). Mais il n'est toujours pas pris acte de nombre des services fournis par les forêts (par exemple la lutte contre l'érosion, la pollinisation et la lutte contre les organismes nuisibles et les maladies) – et, ce qui est plus regrettable encore, rares sont les pays qui mettent en valeur des produits forestiers présentant un intérêt aussi considérable que le bois de combustible, le gibier et les plantes médicinales.

À l'heure où certains pays s'emploient à bâtir un avenir plus viable et plus écologique, nombre des produits issus des forêts vont susciter une demande croissante. Il se peut donc que celles-ci soient encore plus sollicitées aux fins du développement socioéconomique dans les années à venir; aussi est-il nécessaire de gérer ce potentiel de façon judicieuse.

Messages essentiels

Pour mesurer les avantages socioéconomiques découlant des forêts, la collecte de données doit être axée sur les personnes, pas seulement sur les arbres.



En dehors des chiffres sur l'emploi dans le secteur structuré, les administrations forestières ont peu d'informations sur le nombre de personnes qui tirent un avantage des forêts, et les données disponibles sont souvent maigres. Il convient de compléter l'actuelle collecte de données, axée sur les forêts et les arbres, par une collecte de données sur les avantages pour les gens. Pour ce faire, le mieux est de collaborer avec les organisations publiques chargées des enquêtes de ce type.

Il convient, dans les politiques forestières, d'aborder explicitement le rôle des forêts dans la fourniture d'aliments, d'énergie et d'un abri.



De nombreux pays ont beaucoup progressé dans le renforcement des droits fonciers forestiers et des droits d'accès, ainsi que dans le soutien des groupes d'utilisateurs des forêts. Cela étant, il semble qu'un décalage important persiste entre l'accent qui est mis dans les politiques sur les activités du secteur forestier structuré et le nombre énorme de personnes qui utilisent les forêts pour satisfaire leurs besoins en nourriture, en énergie et en logement.

Un processus de prise de décision solide passe nécessairement par la reconnaissance de la valeur des services forestiers tels que la protection contre l'érosion ou la pollinisation.



Si la valeur des services fournis n'est pas mesurée ou n'est pas reconnue, les décisions économiques et politiques concernant les forêts seront prises sur la base d'informations incomplètes et biaisées. Ce point est essentiel pour la fourniture durable de nombreux services, allant de services essentiels pour la sécurité alimentaire et la productivité agricole tels que la protection contre l'érosion et la pollinisation, aux loisirs et autres agréments rendus possibles grâce aux forêts.

Pour répondre aux demandes croissantes et changeantes, la gestion durable des forêts doit inclure une production plus efficace.



La demande de bon nombre des avantages tirés de la consommation de produits forestiers continuera probablement de s'intensifier à mesure que la population s'accroîtra et de changer à mesure que les modes de vie changeront, que cela soit dû à l'émergence de la classe moyenne, au basculement, au niveau mondial, vers un mode de vie principalement urbain, ou à d'autres facteurs. Il faudra répondre à ces demandes à partir de ressources statiques ou en déclin. Pour ne pas dégrader ces ressources de façon substantielle, il faut adopter des techniques de production plus efficaces, y compris dans le secteur informel.

Garantir aux personnes l'accès aux ressources forestières et aux marchés est un moyen efficace de renforcer les avantages socioéconomiques.



Les pays garantissent aux personnes un meilleur accès aux ressources forestières et aux marchés, entre autres mesures visant à encourager la fourniture de biens et de services. Cette approche est particulièrement efficace aux niveaux locaux. La création d'un environnement propice aux organisations productrices peut contribuer à l'accès aux marchés et à une production plus ouverte et plus efficace.

Crédits photos de cette page: ©FAO/Daniel Hayduk ©FAO/S. Mukhopadhyay ©FAO/Kai Wiedenhöfer ©FAO/Roberto Faidutti ©FAO/Vasily Maksimov



Le présent document donne un bref aperçu de la *Situation des forêts du monde 2014*. L'édition complète contient diverses données qui démontrent clairement l'impact exercé par les forêts sur la vie des êtres humains; les mesures prises par les pays pour promouvoir les avantages socioéconomiques tirés des forêts y sont examinées, et des recommandations quant à la manière de les exploiter au mieux et de façon durable y sont formulées.

On trouvera la version complète du rapport à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/forestry/sofo/fr>